Burundi : un défenseur des droits de l'Homme, malade, maintenu en prison

@rib News, 15/09/2014 â€“ Source AFP Le président de la principale organisation de défense des droits de l'Homme du Burundi, Pierre-Claver Mbonimpa, incarcéré depuis mai pour "atteinte à la sécurité de l'Etat" et gravement malade, a été maintenu en détention lundi, a-t-on appris auprès de son avocat. "Le tribunal de grande instance vient de confirmer le maintien en détention préventive M. Mbonimpa", a déclaré Me Armel Niyongere. [Photo : Pierre-Claver Mbonimpa sur son lit à l'hôpital]

Arrêté et écroué en mai, Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh), a vu son procès s'ouvrir début juillet. Il a été transféré fin août dans une clinique de Bujumbura dans un état grave en raison de complications dues à une grippe mal soignée et à un paludisme contracté en prison, selon des médecins. M. Mbonimpa, 65 ans, est également diabétique et souffre d'hypertension, selon ses avocats. Ses avocats déplorent qu'en dépit d'une circulaire préconisant d'accorder la liberté provisoire aux prévenus de plus de 60 ans atteints d'une maladie chronique, la justice burundaise ait jusqu'ici rejeté toutes leurs demandes de libération. Une ONG française contre la torture, l'Acat, a elle aussi demandé sa libération et la France s'est dite préoccupée par son état de santé. Lundi, la justice burundaise a simplement écarté, à la demande du procureur, la création d'une commission médicale chargée d'examiner son état de santé, a poursuivi son avocat. Trois médecins devront ainsi, sous dix jours, dire s'il peut, ou non, se présenter devant ses juges. "Cette décision est une honte pour la justice de ce pays car Mbonimpa est au plus mal et on avait présenté une attestation médicale qui confirme son état", a également estimé Me Niyongere. M. Mbonimpa, prix Henri Dunant en 2011 pour son engagement en faveur des droits de l'Homme, dénonce depuis des années des assassinats d'opposants burundais. Il est poursuivi pour des propos tenus en mai sur une radio privée. Il avait alors affirmé que des membres de la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, les "Imbonerakure", recevaient une formation paramilitaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) voisine. L'arrestation de M. Mbonimpa était intervenue après la publication, dans la presse locale, d'une note confidentielle de l'ONU faisant état de la distribution d'armes par le gouvernement à de jeunes militants ce que Bujumbura avait fermement démenti.